

ANNEXE 1

Modèle 1

Texte relatif à une concession attribuée par un syndicat de communes

ARTICLE 1

OBJET

11. La présente annexe a pour objet de définir les modalités pratiques de mise en oeuvre de certaines des dispositions du cahier des charges, notamment celles figurant à ses articles 4, 8, 9 et 21, et plus généralement, les modalités particulières convenues entre les parties pour l'exécution du contrat de concession.
12. Les dispositions de la présente annexe sont convenues pour la durée fixée à l'article 30 du cahier des charges, à l'exception des dispositions des parties suivantes : *(indiquer les numéros des articles et, éventuellement, des alinéas concernés, ainsi que les durées respectives retenues par exception à l'article 30. Il peut s'agir par exemple des articles 4 et 6 ci-après)*. L'examen par les deux parties des modifications éventuelles à apporter à chacune des clauses définies au présent paragraphe 12 sera engagé au moins un an avant l'expiration de sa durée. L'application de ces clauses est de plein droit jusqu'à modification de celles-ci par un commun accord des parties.
13. La mise à jour éventuelle des dispositions de la présente annexe se fera par voie d'avenant au contrat de concession à l'exception des dispositions des parties suivantes, qui seront mises à jour par simple échange de lettres entre le représentant légal de l'autorité concédante et le concessionnaire *(indiquer les numéros des articles et, éventuellement, des alinéas concernés. Il peut d'agir par exemple des articles 7, 9 et 10 ci-après)*.

ARTICLE 2

REDEVANCE DE CONCESSION

21. Contrepartie de dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice du service public faisant l'objet de la présente concession, la redevance annuelle de concession visée à l'alinéa a) de l'article 4 du cahier des charges a pour objet de faire financer par le prix du service rendu aux usagers, et non par l'impôt :
 - d'une part, des frais entraînés, pour l'autorité concédante, par l'exercice du pouvoir concédant,
 - d'autre part, une partie des dépenses effectuées par celle-ci sur les réseaux électriques.

La redevance comporte en conséquence deux parts :

- la première, dite "**de fonctionnement**", vise à financer des dépenses annuelles de structure supportées par l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission : contrôle de la bonne exécution du contrat de concession, conseils donnés aux usagers pour l'utilisation rationnelle de l'électricité et pour la bonne application des tarifs, règlement des litiges entre les usagers et le concessionnaire, coordination des travaux du concessionnaire et de ceux de voirie et des autres réseaux, études générales sur l'évolution du service concédé, secrétariat, etc...

Cette part de la redevance sera désignée ci-après par le terme **R₁** ;

- la deuxième part, dite "**d'investissement**", représente chaque année N une fraction de la différence, si elle est positive, entre certaines dépenses d'investissement effectuées et certaines recettes perçues par l'autorité concédante durant l'année N-2.

Cette part de la redevance sera désignée ci-après par le terme **R₂**.

22. Part de la redevance dite "de fonctionnement".

A) Pour une année donnée, la détermination de **R₁** fait intervenir les valeurs suivantes :

- **L_{CR}**, longueur, au 31 décembre de l'année précédente, des réseaux **HT et BT** concédés des **communes rurales** ⁽¹⁾ **de la concession** (en km) ⁽²⁾
- **L_{CU}**, longueur, au 31 décembre de l'année précédente, des réseaux **HT et BT** concédés des **communes urbaines** ⁽¹⁾ **de la concession** (en km) ⁽²⁾
- **P_{DR}**, population municipale de l'ensemble des **communes rurales** ⁽¹⁾ **desservies par EDF le concessionnaire dans le département** ⁽³⁾ où se situe la concession.
- **P_{DU}** population municipale de l'ensemble des **communes urbaines** ⁽¹⁾ **desservies par EDF le concessionnaire dans le département** ⁽³⁾ où se situe la concession.
- **P_D**, population municipale desservie par **EDF le concessionnaire** dans le département ⁽³⁾ où se situe la concession.
- Les définitions de **P_{DR}**, **P_{DU}** et **P_D** sont à adapter si le territoire de l'autorité concédante est situé sur plusieurs départements.
- **P_{CR}**, population municipale de l'ensemble des **communes rurales** ⁽¹⁾ **de la concession** ⁽³⁾
- **P_{CU}**, population municipale de l'ensemble des **communes urbaines** ⁽¹⁾ **de la concession** ⁽³⁾
- **P_C**, population municipale de la concession ⁽³⁾
- **D**, durée de la concession (exprimée en années et comprise entre 20 et 30 ans)
- **ING**, valeur de l'index "ingénierie" ⁽⁴⁾ du mois de décembre de l'année précédente
- **ING₀**, valeur de l'index "ingénierie" ⁽⁴⁾ du mois de décembre de l'année précédant celle de la signature du contrat de concession

(1) Relèvent de la zone urbaine les villes isolées dont la population de la plus grande zone bâtie atteint au moins 2 000 habitants et les agglomérations multicommunales regroupant dans une même zone bâtie au moins 2 000 habitants.

(2) **Est pris en compte, dans la détermination de la longueur des réseaux, l'ensemble des canalisations HTA et BT du territoire concerné, quel que soit leur régime juridique.**

(3) Nombre d'habitants, selon le dernier recensement officiel de l'INSEE, **général ou partiel**, à avoir été publié au 31 décembre de l'année précédente.

(4) Edité par le Ministère chargé de l'équipement et du logement ; ou de tout autre index qui lui serait substitué.

B) Le terme R_1 est donné, en euros, par la formule

$$\frac{[(75 L_{CR} + 0,7 P_{CR}) \times C_R + (75 L_{CU} + 0,7 P_{CU}) \times C_U] \times (1 + P_C/P_D) \times (0,01D + 0,75) \times (0,15 + 0,85 \text{ ING/ING}_0)}{6,55957}$$

où les coefficients C_R et C_U se définissent comme suit :

- Si la population rurale de la concession P_{CR} est au moins égale à 150 000 h : $C_R = 1$
- Si la population rurale de la concession P_{CR} est inférieure à 150 000 h et si la population rurale départementale P_{DR} est inférieure à 150 000 h : $C_R = 0,2 + (P_{CR}/P_{DR}) \times 0,8$
- Si la population rurale de la concession P_{CR} est inférieure à 150 000 h et si la population rurale départementale P_{DR} est au moins égale à 150 000 h : $C_R = 0,2 + (P_{CR}/150\ 000) \times 0,8$
- Si la population urbaine de la concession P_{CU} est au moins égale à 150 000 h : $C_U = 1$
- Si la population urbaine de la concession P_{CU} est inférieure à 150 000 h et si la population urbaine départementale P_{DU} est inférieure à 150 000 h : $C_U = 0,2 + (P_{CU}/P_{DU}) \times 0,8$
- Si la population urbaine de la concession P_{CU} est inférieure à 150 000 h et si la population urbaine départementale P_{DU} est au moins égale à 150 000 h : $C_U = 0,2 + (P_{CU}/150\ 000) \times 0,8$

C) Le montant R_1 versé par le concessionnaire au titre de la part "fonctionnement" de la redevance de concession ne peut être inférieur au montant maximum de la redevance pour frais de contrôle défini par la réglementation en vigueur⁵.

Lorsque la concession regroupe au moins 95 % des communes du département desservies par ~~EDF~~ le concessionnaire et au moins 100 000 habitants, le montant R_1 ne peut être inférieur à :

$$600\ 000 \times (0,15 + 0,85 \text{ ING/ING}_0) / 6,55957 \text{ euros}$$

Par ailleurs, le montant R_1 versé au bénéfice d'une concession située à l'intérieur d'un même département, ou de la partie d'une concession incluse dans un département donné, ne peut excéder :
 $2\ 500\ 000 \times (0,15 + 0,85 \text{ ING/ING}_0) / 6,55957 \text{ euros}$

Ce plafond est porté à $3\ 000\ 000 \times (0,15 + 0,85 \text{ ING/ING}_0) / 6,55957 \text{ euros}$ si la concession regroupe toutes les communes du département desservies par ~~EDF~~ le concessionnaire.

⁽⁵⁾ En juin 2007, il s'agit du décret n°87-672 du 12 août 1987

23. Part de la redevance dite "d'investissement".

A) Pour une année donnée, la détermination de R_2 fait intervenir les valeurs suivantes :

- **A**, différence, exprimée en euros, entre
 - le montant total hors TVA, mandaté au cours de l'année pénultième par les collectivités exerçant la maîtrise d'ouvrage, des travaux sur le réseau concédé réalisés dans le cadre des programmes aidés par le FACE et de tous autres programmes de péréquation des charges d'investissement financés avec le concours des distributeurs d'électricité, qui leur seraient adjoints ou substitués, d'une part,
 - le total des parts de ce montant financées par le concessionnaire ou par le FACE, ou par tout programme de péréquation répondant à la définition ci-dessus, d'autre part.
- **B**, montant total hors TVA en euros, mandaté au cours de l'année pénultième par les collectivités exerçant la maîtrise d'ouvrage, des travaux sur le réseau concédé financés en dehors des programmes aidés par le FACE ou de tout programme de péréquation répondant à la définition susvisée.

Les montants A et B sont déterminés à partir des attestations établies par les collectivités maîtres d'ouvrage en vue du reversement par le concessionnaire à celles-ci, dans les conditions prévues par le décret du 7 octobre 1968, de la TVA ayant grevé le coût des travaux, et après défalcation des montants versés par le concessionnaire au titre de l'abondement des dépenses effectuées par les collectivités en vue d'améliorer l'esthétique des ouvrages, suivant les modalités prévues à l'article 4 ci-après.

- **E**, montant total hors TVA en euros des travaux d'investissement sur les installations d'éclairage public, mandaté par les collectivités exerçant la maîtrise d'ouvrage de ces travaux l'année pénultième.
Ce montant est déterminé par un état dressé par l'autorité concédante explicitant la situation, la nature et le montant des travaux réalisés.
- **T**, produit net des taxes municipales sur l'électricité sur le territoire de la concession, ayant fait l'objet de titres de recettes de l'autorité concédante l'année pénultième; T ne peut toutefois être inférieur au produit net des taxes municipales sur l'électricité sur le territoire des communes ~~rurales~~ de la concession visées à l'article L 5212-24 du Code général des collectivités territoriales ⁶.
- **D**, durée de la concession (exprimée en années et comprise entre 20 et 30 ans).
- **P_D**, population municipale desservie par ~~EDF~~ le concessionnaire dans le département⁽⁷⁾ où se situe la concession.
- **P_C**, population municipale de la concession(1)

⁽⁶⁾ Communes dont la population est inférieure ou égale à 2000 habitants ou dans lesquelles la taxe était perçue par l'autorité concédante au 1er janvier 2003.

⁽⁷⁾ Nombre d'habitants, selon le dernier recensement officiel de l'INSEE, ~~général ou partiel~~ à avoir été publié au 31 décembre de l'année précédente.

B) Le terme R_2 est donné, en euros, par la formule

$$(A + 0,74 \times B + 0,30 \times E - 0,5 \times T) \times (1 + P_C/P_D) \times (0,005 \times D + 0,125)$$

étant précisé que R_2 ne peut être que positif ou nul.

24. *(Si la signature du contrat intervient en cours d'année calendaire, on introduira la clause suivante :*

Pour la détermination du montant de la redevance à verser au titre des années calendaires de la signature du contrat et de l'expiration de celui-ci, il sera procédé comme suit :

- la valeur des termes R_1 et R_2 correspondant à la totalité de l'année calendaire en cause sera calculée conformément aux modalités précédentes,*
- le montant à verser par le concessionnaire au titre de chaque part sera égal au produit du terme correspondant ainsi calculé par le rapport du nombre de jours de l'année calendaire en cause restant à courir à compter de la date de signature du contrat – ou écoulés jusqu'à la date d'expiration de celui-ci – au nombre total de jours de cette année).*

25. Avant le 30 avril de l'année au titre de laquelle la redevance est due, l'autorité concédante indique au concessionnaire les nombres d'habitants visés ci-dessus et lui communique les montants A, B-~~et~~, E et T définis ci-dessus en produisant simultanément les éléments correspondants.

La redevance fait l'objet d'un état détaillé adressé par le concessionnaire à l'autorité concédante avant le 30 juin de l'année au titre de laquelle elle est due. Elle est versée par le concessionnaire avant le 31 juillet de ladite année. En cas de retard du concessionnaire dans le règlement de la redevance, l'autorité concédante pourra, sauf si ce retard est de son fait, appliquer des intérêts de retard selon les dispositions de l'article 1153 du Code civil.

(Les délais ci-dessus seront adaptés en tant que de besoin pour l'année de signature du contrat. Prévoir la possibilité d'un paragraphe 26 en vue d'adapter, s'il y a lieu, l'article 2 au cas où l'autorité concédante, ou certaines de ses collectivités adhérentes, perçoivent, dans le cadre des anciens contrats de concession, des redevances de montant supérieur à celui auquel conduit la stricte application des formules précédentes. Ce paragraphe pourra prévoir un mécanisme de substitution progressive des nouvelles formules aux anciennes).

ARTICLE 3

REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

(Selon les dispositions convenues entre les communes et/ou les groupements de communes faisant partie de l'autorité concédante, l'annexe 1 comprendra, s'il y a lieu, un article rédigé comme ci-dessus)

Le concessionnaire versera à l'autorité concédante les redevances dues en raison de l'occupation du domaine public communal en application de la législation en vigueur et visées à l'article 4 b) du cahier des charges.

~~*(Selon les dispositions convenues entre les communes et/ou les groupements de communes faisant partie de l'autorité concédante, l'annexe 1 comprendra, s'il y a lieu, un article rédigé comme ci-dessus).*~~

ARTICLE 4
INTEGRATION DES OUVRAGES
DANS L'ENVIRONNEMENT

A - En application des deux premiers alinéas de l'article 8 du cahier des charges, le concessionnaire participera à raison de 40 % du coût hors TVA au financement de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante aux fins d'amélioration esthétique des ouvrages de la concession.

Le montant de cette contribution sera fixé chaque année d'un commun accord entre les parties, lors d'une rencontre annuelle, à partir de l'examen du programme de travaux prévu dans ce domaine par l'autorité concédante en dehors des programmes aidés par le FACE ou de tout programme de péréquation des charges d'investissement financé avec le concours des distributeurs d'électricité.

La participation ainsi convenue sera versée suivant des modalités et dans des délais qui seront définis lors de la même rencontre.

En cas de retard du concessionnaire dans le versement de cette contribution -ou de l'une de ses fractions, si celle-ci doit être versée en plusieurs fois- l'autorité concédante pourra, sauf si ce retard est de son fait, appliquer des intérêts de retard selon les dispositions de l'article 1153 du Code civil.

B - Les périmètres et pourcentages visés aux alinéas 4, 5 et 6 de l'article 8 du cahier des charges sont définis comme suit :

a) Périmètre visé à l'alinéa 4 :

(Selon le cas, on indiquera une distance -par exemple 500 m- ou l'on annexera un plan délimitant la zone où les réseaux de la concession seront établis en technique discrète).

b) Pourcentage visé à l'alinéa 5 :

(On pourra fixer éventuellement plusieurs taux selon les zones, à définir dans le présent article, situées à l'intérieur de la concession et distinguées en fonction de leurs caractéristiques spécifiques : secteur touristique, parc naturel, zone de rénovation urbaine, etc...).

c) Pourcentage visé à l'alinéa 6 :

(On pourra fixer éventuellement plusieurs taux selon des zones à définir dans les mêmes conditions qu'en b) supra).

ARTICLE 4bis
NIVEAUX DE QUALITE REQUIS

A compléter, en application de l'article 21-1 de la loi n°2000-108, en conformité avec le futur décret

ARTICLE 4ter
CONDITIONS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS DES COMMUNES

A compléter éventuellement en application des dispositions de l'article 18 de la loi n°2000-108 relatives à la contribution des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour la perception des participations d'urbanisme.

ARTICLE 5
MAITRISE D'OUVRAGE

Pour l'application de l'article 9 du cahier des charges, la maîtrise d'ouvrage des renforcements de réseaux, des extensions et des branchements est répartie de la manière suivante entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Dans les tableaux ci-après, les catégories de communes sont définies comme suit :

(On ne distinguera généralement que 2 catégories selon que la commune est au régime urbain ou rural au sens des possibilités d'intervention du FACE. Mais on pourra aussi prévoir une 3ème catégorie correspondant à des communes au régime urbain dans lesquelles le syndicat concédant perçoit la taxe sur l'électricité et pour lesquelles il réalise certaines extensions).

Les catégories d'installations à desservir sont définies comme suit :

(En fonction de l'intérêt économique et social présenté pour l'autorité concédante par certains raccordements d'immeubles, zones ou équipements, celle-ci exerce la maîtrise d'ouvrage dans certaines communes. Ces raccordements sont classés dans la catégorie 1 et les autres dans la catégorie 2).

(Dans les tableaux ci-dessous, on indiquera, selon le cas "Collectivité" ou "EDF").

Renforcements			
Catégorie de communes	A	B	C
Maître d'ouvrage			

Extensions H.T.			
Catégorie de communes ⇒ Catégorie de desserte ⇓	A	B	C
1			
2			

Extensions BT			
Catégorie de communes ⇒ Catégories de desserte ⇓	A	B	C
1			
2			

(Si le maître d'ouvrage est différent selon que la desserte est en faible puissance ou en moyenne puissance, on pourra éventuellement remplacer le tableau ci-dessus par 2 tableaux).

Branchements individuels BT			
Catégorie de communes ⇒ Catégories de desserte ↓	A	B	C
1			
2			

(On indiquera en outre si l'autorité concédante et le concessionnaire ont décidé d'appliquer le protocole du 25 septembre 1986 concernant le ticket bleu individuel passé entre EDF et la FNCCR).

ARTICLE 5bis

CONDITIONS COMPLEMENTAIRES D'APPLICATION DE L'ARTICLE L.332-15 DU CODE DE L'URBANISME

(Inscrire éventuellement les conditions particulières décidées par l'autorité concédantes en complément de celles figurant à l'article 9B du cahier des charges, pour le cas particulier des extensions de moins de 100 m réservées à l'usage exclusif du demandeur).

ARTICLE 6

PRODUCTION AUTONOME

(Inscrire ici, le cas échéant, les dispositions particulières, venant en complément des conditions générales de l'article 29, applicables aux éventuelles productions d'électricité par l'autorité concédante ou par les collectivités locales).

ARTICLE 7

MISE A DISPOSITION DE L'AUTORITE CONCEDEANTE D'INFORMATIONS DETENUES PAR LE CONCESSIONNAIRE SUR L'ETAT DU RESEAU CONCEDE

(On indiquera ici, le cas échéant, les modalités convenues entre l'autorité concédante et le concessionnaire concernant la mise à disposition par celui-ci d'informations sur le réseau concédé, telles que celles fournies par l'application informatique "Gestion des ouvrages BT". En tout état de cause, est gratuite la fourniture par le concessionnaire à l'autorité concédante, sur demande de celle-ci, d'informations sur l'état du réseau concédé, tel que celui-ci existe au moment de cette demande. En revanche, peut être payante la fourniture d'évaluations de cet état pour le futur, résultant d'hypothèses de travaux à réaliser sur le réseau).

ARTICLE 8

TAXES SUR L'ELECTRICITE INSTITUTEES PAR L'AUTORITE CONCEDEANTE

En cas de retard, par rapport au délai fixé par la réglementation en vigueur, du concessionnaire dans le règlement du produit de la taxe dû à l'autorité concédante, celle-ci pourra, sauf si ce retard est de son fait, appliquer des intérêts de retard selon les dispositions de l'article 1153 du Code civil.

ARTICLE 9

TRAVAUX SOUS TENSION

Le concessionnaire s'engage à réaliser, ou faire réaliser, sous tension les travaux dont il est maître d'ouvrage sur le réseau concédé, aussi bien en haute qu'en basse tension, dans tous les cas où ce mode d'intervention est techniquement possible et conforme à l'intérêt général.

L'autorité concédante, pour les travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, fera réaliser ceux-ci sous tension sauf pour ce qui concerne....

(Pour certains travaux en zone rurale, il pourra être estimé non nécessaire de réaliser systématiquement les ouvrages sous tension ; ces cas seront précisés au présent article, qui pourra indiquer en outre les conditions techniques et financières dans lesquelles le concessionnaire apportera son concours à l'autorité concédante pour les travaux sous tension en haute tension. Cet article pourra prévoir des délais pour la mise en œuvre effective de ces dispositions par le concessionnaire ou par l'autorité concédante).

ARTICLE 10

APPLICATION DES TARIFS ~~INTEGRES~~ REGLEMENTES AUX BESOINS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX

(Inscrire ici les éventuels accords locaux concernant l'application, dans le respect des dispositions tarifaires en vigueur, des tarifs de l'électricité livrée par le concessionnaire à la collectivité concédante et aux organismes communaux ou intercommunaux auxquels elle est liée. Il pourra s'agir, par exemple, de la transformation des contrats existants pour l'éclairage public en abonnements au tarif bleu).

ARTICLE 11

EVOLUTION DES DISPOSITIONS DE PORTEE NATIONALE

Pour tous les échanges d'informations, concertations et négociations dont la portée d'application excède la dimension locale, l'autorité concédante sera représentée par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) ; sont notamment ainsi visées les concertations évoquées aux articles 16 dernier alinéa, 24 3° alinéa, 26 2° ali néa, relatives à l'évolution des dispositions faisant l'objet des annexes 2, 3 et 4 au cahier des charges.

ARTICLE 12

COMMISSION PERMANENTE DE CONCILIATION

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) a été l'interlocuteur national privilégié du concessionnaire pour l'établissement du modèle de contrat de concession. Elle est de ce fait l'organisme de représentation des collectivités concédantes qui en connaît le mieux l'esprit.

La FNCCR et EDF sont convenues en conséquence de créer, au niveau national, une Commission permanente de Conciliation composée de trois représentants du concessionnaire et de trois représentants de la FNCCR.

Avant l'engagement d'une procédure et avant même de porter l'objet de la contestation à la connaissance du préfet, comme la possibilité en est ouverte à l'article 33 du cahier des charges, la partie la plus diligente saisira la Commission permanente de conciliation, qui disposera d'un délai de deux mois après saisine pour trouver un moyen d'accord. Passé ce délai, le paragraphe 2 de l'article 33 du cahier des charges, puis si aucune solution n'a été trouvée, le paragraphe 3 du même article seront mis en œuvre.

ARTICLES SUIVANTS

(Inscrire éventuellement d'autres dispositions, actuellement convenues localement, si les parties estiment que l'importance de celles-ci est suffisante pour entrer dans le cadre du contrat de concession. Inscrire aussi, s'il y a lieu, des dispositions précisant ou complétant certaines dispositions du cahier des charges. Il pourra s'agir, par exemple, de préciser : la partie comprise dans le réseau concédé des installations d'éclairage public visées à l'avant-dernier alinéa de l'article 2 du cahier des charges ; les définitions relatives du branchement et de l'extension ; les seuils de tolérance intéressant la distribution en basse tension évoqués à l'article 21 A) 3° ; les dispositions concernant l'énergie réservée ; la forme du compte rendu annuel défini à l'article 32 du cahier des charges ; l'option pour les supports de plans en application du commentaire de l'article 32).